



2010 : Libérons-nous de 50 ans de Françafrique !

Une campagne de l'association Survie

50 ans d'(in)dépendance pour les anciennes colonies africaines de la France.

Cette année est celle de la commémoration du cinquantenaire des indépendances pour les 14 pays africains issus de l'empire colonial français. Mais 50 ans après la proclamation de ces indépendances en droit, force est de constater que ces pays restent étroitement soumis à une dépendance de fait à l'égard de la France.

Propagande officielle et contrevérités.

À cette occasion, le président français Nicolas Sarkozy a déclaré que 2010 serait une année de l'Afrique. L'objectif est de promouvoir l'histoire officielle d'une décolonisation soit disant « pacifique » et de dresser un bilan « décomplexé » de 50 ans de relations France-Afrique, en insistant sur ses aspects positifs.

La célébration de cet événement par le gouvernement français est révélatrice d'une politique de la France en Afrique qui, depuis 1960, a trop souvent cherché à limiter la souveraineté des pays « décolonisés » au profit de ses propres intérêts.

France-Afrique : 50 ans d'entraves à la souveraineté...

...sur le plan politique :

- Mise en place à partir des années 1960 de dictateurs à la solde des intérêts français : Togo, Gabon, Congo B, Tchad, Centrafrique, puis Burkina Faso ;
- Soutien sans faille à ces dictateurs dans la répression des forces démocratiques : validation d'élections truquées, soutien diplomatique, militaire et financier ;
- Aide publique au développement dévoyée au profit de régimes corrompus.

...sur le plan économique :

- Pillage des ressources naturelles et dégradations graves de l'environnement par les multinationales françaises : Total, Areva, Bolloré, Bouygues, BNP, Rougier ;
- Contrôle des politiques monétaires des pays « indépendants » grâce au Franc CFA.

...sur le plan militaire :

- Maintien de bases militaires permanentes [Dakar, Djibouti, Libreville] permettant à la France d'intervenir n'importe où sur le continent pour défendre ses intérêts ;
- Signature d'accords militaires et de défense parfois secrets permettant une ingérence dans des conflits internes [Biafra, Tchad] ;
- Interventions unilatérales pour soutenir des potentats (Rwanda, Congo Brazzaville, Tchad, Centrafrique).

Nicolas Sarkozy : la renaissance d'une Françafrique décomplexée.

Des promesses manquées...

Lors de sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait annoncé vouloir rompre avec la Françafrique et la politique de ses prédécesseurs :

« Il nous faut conjointement chasser les vieux démons du paternalisme, de l'assistanat et du clientélisme. [...] cette relation [France-Afrique] doit être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. » [discours de Cotonou en mai 2006].

« Nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus. » [programme électoral de l'UMP en 2007].

« Je veux être le président d'une France qui défende partout les Droits de l'Homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » [discours de Toulon en février 2007].



...aux actes assumés :

Mais depuis son accession à l'Elysée, la promesse de rupture avec la Françafrique est restée lettre morte :

- Discours de Dakar ethnocentriste et paternaliste sur « l'homme africain » ;
- Soutien aux dictateurs « historiques » du pré-carré français : Biya (Cameroun) au pouvoir depuis 28 ans, Compaoré (Burkina-Faso) depuis 23 ans, Deby (Tchad) depuis 20 ans ;
- En 2008 et 2009 : soutien aux putschs en Mauritanie et à Madagascar, validation des élections frauduleuses au Congo-Brazzaville, du coup d'Etat constitutionnel au Niger, du coup d'Etat électoral et dynastique d'Ali Bongo au Gabon ;
- Interventions militaires au Tchad pour soutenir Idriss Déby ;
- Défense de la démocratie et des droits de l'Homme reléguée derrière la défense tous azimuts du business français (Areva, Bolloré, Total, Bouygues...) : « Ne pas avoir peur de dire aux africains qu'on veut les aider, mais qu'on veut aussi que cela nous rapporte. » [Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération, juin 2008] ;
- Maintien des réseaux d'intermédiaires officieux (rôle obscur de l'avocat Robert Bourgi et du député Patrick Balkany, déclassement du secrétaire d'Etat à la Coopération Jean-Marie Bockel qui voulait « signer l'acte de décès de la Françafrique ») ;
- Opacité de la politique africaine de la France conduite depuis la cellule Afrique de l'Elysée et hors de tout contrôle démocratique.
- Politique de répression des immigrés, dont les raisons de l'exil sont liées pour une grande part aux conséquences du système français.

***Vous avez dit 50 ans d'indépendance ?
Nous disons 50 ans de Françafrique !***

La Françafrique a 50 ans. Faisons- lui sa fête!

L'association Survie organise en cette année 2010 une campagne intitulée « **Libérons-nous de 50 ans de Françafrique** » afin de rétablir certaines vérités sur ces 50 ans d'« indépendance » et de relations franco-africaines, de dénoncer la perpétuation de la Françafrique, et de demander une réforme de la politique de la France en Afrique.

Nos revendications :

- Fin du soutien aux dictateurs : restitution des biens mal acquis et suspension de la coopération dans les secteurs régaliens.
- Instauration d'une politique de coopération au service du développement, de la démocratie et des droits humains.
- Application des principes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises et de leurs filiales.
- Suppression de la cellule africaine de l'Elysée et des réseaux de conseillers officieux.
- Instauration d'un contrôle parlementaire permanent et effectif sur la politique de la France aux niveaux diplomatique, économique et militaire.
- Définition des responsabilités juridiques des décideurs français dans le génocide des Tutsi au Rwanda.

Nos actions :

- « Moi(s) contre la Françafrique » avec des événements et conférences-débats partout en France du 23 février au 7 avril.
- Forum Citoyen France Afrique en mai à Paris avec de nombreuses associations françaises et africaines, concerts, stands...
- Lancement d'un appel « **Libérons-nous de 50 ans de Françafrique** »
- Campagne d'affichage, actions de rue, etc. partout en France
- Colloque à l'Assemblée Nationale en juin sur le contrôle de la politique de la France en Afrique.

Si vous aussi vous souhaitez une politique de la France en Afrique responsable et transparente, au service des peuples, participez à la campagne de Survie et à tous ces événements tout au long de l'année 2010 et partout en France avec nos 25 groupes locaux!

Plus d'infos sur :

www.2010afrique.org

www.survie.org

Survie 210 rue Saint-Martin - 75003 Paris
01 44 61 03 25 / contact@survie.org

Survie est une association [loi 1901] qui mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme en profondeur de la politique de la France en Afrique. Elle fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun d'interpeller ses élus et d'exiger un contrôle réel des choix politiques faits en son nom. Pour Survie, les problèmes de développement et la pauvreté dans les pays du Sud ont avant tout des causes politiques. C'est donc à ce niveau qu'il convient d'agir.

